



Union  
Sportive  
des Cheminots  
Dijonnais

**AVENANT N°3**  
**À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS**

**VILLE DE DIJON – UNION SPORTIVE DES CHEMINOTS DIJONNAIS**

**Années 2022 - 2023**

Entre :

La VILLE DE DIJON, représentée par son Maire en exercice, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 5 décembre 2022, et par délégation l'Adjointe aux Sports et à l'Olympisme, ci-après désignée « la Ville »,

Et

L'UNION SPORTIVE DES CHEMINOTS DIJONNAIS, représentée par son Président, Monsieur Joseph DZIEPAK, association régie par la loi du 1er juillet 1901 (N° SIRET 45271835600010), dont les statuts ont été déposés à la Préfecture de la Côte-d'Or le 11 octobre 2002 et dont le siège social est situé 11bis rue du Docteur Richet à Dijon (21000), ci-après désignée « l'Association »,

IL EST CONVENU ce qui suit :

**PREAMBULE**

Considérant qu'en application de la Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens conclue entre la Ville de Dijon et l'Union Sportive des Cheminots Dijonnais pour la période 2021-2023 et pour donner au club les moyens d'atteindre les objectifs qui ont été fixés pour la saison sportive 2022/2023, il a été décidé d'augmenter le montant de la subvention de fonctionnement initialement accordée à l'Association, pour l'année 2023.

Considérant également que l'Association a pratiqué une réduction immédiate de cotisations sportives pour la saison 2022/2023 qui lui donne droit à un versement de subvention au titre de l'année 2023.

Considérant par ailleurs, qu'en application de la convention précitée, l'Association a sollicité, pour l'année 2022, une subvention complémentaire afin d'acquérir des protections pour les poteaux du terrain de rugby.

Considérant enfin que, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, toute association formulant une demande de subvention doit s'engager à respecter le contrat d'engagement républicain prévu par la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République et son décret d'application du 31 décembre 2021 qui en détermine le contenu.

La convention n°21-023 du 19 janvier 2021 est donc modifiée et complétée comme suit.

## **ARTICLE 1**

**L'article 4 relatif au montant des subventions est ainsi modifié et complété.**

### 4-1 - Subvention de fonctionnement

Pour l'année 2023, le montant prévisionnel total de la subvention de fonctionnement attribuée à l'Association, initialement prévu à 45 000 €, est augmenté de 5 000 € pour atteindre la somme de 50 000 €.

<b>Année</b>	<b>Saison Sportive</b>	<b>Montant prévisionnel total de la subvention</b>
2023	2022/2023	50 000 €

### 4-2 – Aide au paiement des cotisations sportives

Pour l'année 2023, une subvention complémentaire d'un montant de 6 092,25 € sera versée à l'Association au titre de l'aide au paiement des cotisations sportives.

### 4-3 – Subvention d'investissement

Pour l'année 2022, une subvention d'investissement d'un montant de 2 000 € sera versée à l'Association pour l'acquisition de protections de poteaux de rugby.

## **ARTICLE 2**

**L'article 5 relatif aux modalités de versement des subventions est ainsi modifié et complété.**

### 5.1 Subvention de fonctionnement

Pour l'année 2023, le montant prévisionnel annuel sera mandaté selon l'échéancier suivant :

- 40%, soit 20 000 €, dès que le présent avenant sera devenu exécutoire,
- 20%, soit 10 000 €, en avril 2023,
- 20%, soit 10 000 €, en juin 2023,
- 15 %, soit 7 500 €, en septembre 2023,
- le solde (5%), soit 2 500 €, sous réserve du respect des conditions fixées au deuxième alinéa de l'article 4.1 de la convention.

Conformément à l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, modifié par la loi n°2021-875 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 visant à améliorer la trésorerie des associations, en cas d'excédent dégagé par l'Association sur les actions réalisées, le solde de la subvention sera :

- . soit diminué à hauteur de la totalité de cet excédent,
- . soit versé en partie à l'Association,
- . soit versé en totalité à l'Association.

Dans les deux derniers cas, l'Association devra en faire la demande expresse et justifiée à la Ville, lors de la transmission des justificatifs prévus à l'article 6 de la convention.

### 5-2 – Aide au paiement des cotisations sportives

La subvention sera versée en totalité par mandat administratif, dès que le présent avenant sera devenu exécutoire.

### 5-3 Subvention d'investissement

La subvention sera versée en totalité par mandat administratif, sur présentation par l'Association, de la facture d'achat des protections de poteaux.

Les subventions seront créditées sur le compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur.

### **ARTICLE 3**

**L'article 7 relatif aux autres engagements est ainsi complété.**

**7.5** La loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, a institué le contrat d'engagement républicain. Son décret d'application n°2021-1947 du 31 décembre 2021 approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'État, en détermine le contenu.

Conformément à la loi du 24 août 2021 précitée, l'Association, en souscrivant au contrat d'engagement républicain lors du dépôt de ses demandes de subventions, s'engage :

« 1° à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

2° à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

3° à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Comme le précise également le décret d'application susvisé, l'Association « en informe ses membres par tout moyen, notamment par un affichage dans ses locaux ou une mise en ligne sur son site Internet, si elle en dispose ». Elle veille à ce que les engagements qu'elle a souscrits dans le contrat d'engagement républicain, soient respectés « par ses dirigeants, ses salariés, ses membres et ses bénévoles ».

Tout manquement aux engagements souscrits au titre dudit contrat, commis entre la date à laquelle la subvention a été accordée et le terme de la période définie par la Ville en cas de subvention de fonctionnement ou l'issue de l'action subventionnée en cas de subvention affectée, est de nature à justifier le retrait de cette subvention. Le retrait portera alors « sur un montant calculé au prorata de la partie de la période couverte par la subvention qui restait à courir à la date du manquement ». Les mêmes règles sont applicables aux subventions en nature.

### **ARTICLE 4**

Le présent avenant est conclu au titre :

- de l'année 2022 pour la subvention d'investissement,

- de l'année 2023 pour la subvention de fonctionnement et l'aide au paiement des cotisations sportives.

### **ARTICLE 5**

Les autres dispositions de la convention n°21-023 du 19 janvier 2021 demeurent inchangées.

Fait à Dijon le

Pour la VILLE DE DIJON,

Le Maire,

Pour le Maire,

L'Adjointe déléguée aux Sports et à l'Olympisme,

Pour l'Association UNION SPORTIVE DES

CHEMINOTS DIJONNAIS,

Le Président,

Claire TOMASELLI

Joseph DZIEPAK